

Résoudre la tragédie grecque demande plus qu'une transfusion d'euros

Le Monde.fr | 24.06.2015 à 09h36 • Mis à jour le 24.06.2015 à 09h50



Le président de la République François Hollande, le premier ministre grec Alexis Tsipras et le premier ministre espagnol Mariano Rajoy Brey à une réunion d'urgence sur la Grèce à Bruxelles, le 22 juin 2015. EMMANUEL DUNAND / AFP

Par Guy Burgel

Au début de la [crise financière](#), la [Grèce](#) disposait d'un capital de sympathie qui tenait à ses origines : on devait [pardonner ses](#) errements présents à la mère de la démocratie. Il s'est vite érodé devant les palinodies et les soumissions des gouvernements grecs successifs. L'hiver dernier, la victoire aux élections législatives de la gauche radicale Syriza redonnait de la couleur aux espoirs populaires en [Europe](#) : y avait-il une autre voie de retour à la croissance que les politiques d'austérité et de réduction drastique des déficits budgétaires ?

Six mois plus tard, tout est oublié : les Grecs, pire, leur gouvernement librement élu, semblent redevenus ses aventuriers hâbleurs, qui entendent [faire payer](#) aux peuples de l'Europe leur niveau de vie nettement au-dessus de leurs moyens. Dans cette caricature, la chronique d'Arnaud Leparmentier publiée dans *Le Monde* daté du 18 juin se distingue par sa netteté : le chef du gouvernement grec, Alexis Tsipras, accusé au pire de tromperie, au mieux d'amateurisme, est sommé de [soumettre](#) ou de [démettre](#), pour [sauver](#) son pays et le vieux continent du chaos. C'est [ajouter](#) l'impudence à l'imposture. Faut-il [rappeler](#) quelques vérités ?

La faillite du système

Six ans de mesures de choc imposées par les institutions européennes et internationales (coupes sombres dans les salaires et les retraites, privatisations, arrêts des recrutements et des investissements publics) n'ont entraîné, ni amélioration de l'économie, ni redressement significatif des [finances](#) de l'Etat, ni surtout sursaut national de survie. Le produit intérieur brut s'est effondré, faisant [croître](#) mécaniquement le déficit public, le chômage s'est envolé, la misère de masse s'est installée dans nombre de quartiers populaires, le système de santé est démantelé (« [à l'agonie](#) », titrait *Le Monde* du 17 juin).

Une très sérieuse étude (*Greece : solidarity and adjustment in times of crisis*), publiée en mars 2015 par l'Institut für Makroökonomie und Konjunkturforschung de Berlin, sous la plume notamment de Tassos Giannitsis, qui fut en 2011-2012 ministre du gouvernement d'unité nationale de Loukas Papademos, loué par Arnaud Leparmentier, concluait sans appel : « [les résultats de l'analyse permettent de mettre en lumière la dépression économique sévère causée par la politique de la Troïka](#) ».

Loin de [témoigner](#) de l'incurie de leurs clients, les banques grecques sont victimes de leur propre

légèreté. Elles ont prêté aux chalands crédules bien au-delà de leurs capacités de remboursement et des habitudes ancrées dans la société. Selon les statistiques de la Banque de Grèce, les seuls prêts hypothécaires résidentiels dans un pays, où la construction est un secteur-clé de l'économie, qui jusque-là appartenait essentiellement à des circuits familiaux, passent de 11 milliards d'euros en 2000 à 77 milliards en 2008. Ces *subprimes* déguisés et ces emprunts difficilement remboursables quand surviennent la crise et la baisse des revenus des ménages, contribuent à [expliquer](#) la quasi-faillite des banques grecques et leur renflouement continu par la BCE. Mais, de grâce, n'attribuons pas à l'insouciance du peuple ce qui est tares de fonctionnement du système financier.

Un grand défi

Enfin, les Grecs, aujourd'hui, ne sont pas « *hébétés* ». Ils étaient hier assommés par les remèdes sans résultats qu'on leur infligeait depuis de longues années. Ils se reprennent à [espérer](#), de cet espoir insensé, qui fait parfois [bouger l'histoire](#), de cet esprit du 18 juin 1940 qui refuse le déclin, annonce la résistance, et préfigure la reconstruction. Car là est le véritable défi de la Grèce, pas de [savoir](#) si avant la fin du mois de juin le gouvernement trouvera 1 ou 2 milliards d'euros pour [recevoir](#) sa transfusion semestrielle de 7 milliards, mais de [décider](#) si on aidera la nouvelle équipe légitimement au [pouvoir](#) à [construire](#) enfin un Etat, garant d'équité fiscale et de [justice](#) sociale. Là doivent [porter](#) l'exigence et le contrôle [international](#).

Si nous traitons le problème grec avec la lorgnette du comptable, et pas avec l'optique de la philosophie [politique](#), nous ne sauverons pas la Grèce, nous perdrons l'esprit de la construction européenne, et accessoirement, mais à coup sûr, les créances que nous avons sur le pays.

Guy Burgel est professeur à l'Université Paris Ouest-Nanterre La Defense et auteur du *Miracle athénien au XXe siècle*, CNRS éditions